

OMALIUS



Femmes en sciences : une place à prendre

Alors que les femmes demeurent minoritaires dans les domaines techniques et scientifiques, confiance et passion ont permis à certaines de passer outre les stéréotypes et les obstacles structurels. C'est le cas de plusieurs chercheuses de l'Université de Namur. Physicienne ou informaticienne : elles ouvrent la voie à celles qui chérissent l'établi et les écrans, les chiffres et les machines.

Suite page 2



L'EXPERT
Jean-Noël Colin
cybersécurité : tous concernés

Page 4



TOMORROW LEARN
Immersion trilingue
en Faculté de droit

Page 5



EUREKA
Le podcast
au service de la recherche

Page 6

Femmes en sciences : une place à prendre

De ce jour où Saint-Nicolas a manqué d'à-propos, Muriel Lepère, physicienne à l'UNamur, se souvient comme d'hier. « Il m'avait apporté une machine à laver sur piles, pour laver les vêtements de poupée. Ça ne m'intéressait pas du tout ! Jusqu'à ce que je trouve les petites vis à l'arrière et que je commence à la démonter. » Depuis sa tendre enfance, celle qui est aujourd'hui à la tête d'un laboratoire de recherches s'est intéressée aux rouages, aux moteurs, aux jeux de construction. Bien que littéraires et peut-être surpris, ses parents l'ont laissée suivre sa pente. Les rencontres avec des professeurs puis des collègues qui croiront en elle feront le reste. « J'ai toujours fait des choix pour me faire plaisir. C'est comme ça que l'on accroît encore sa passion. Et passionnée, on peut relever de plus grands défis », raconte-t-elle. Bien sûr, la passion n'est jamais de tout repos. « Quand on fait un choix qui n'est pas standard, il y a toujours à un moment ou à un autre une forme de solitude. Il faut accepter que les gens nous regardent parfois un peu bizarrement... »

“

Je crois que ce sont moins les femmes physiciennes qui font peur que la physique en elle-même

Anne-Catherine Heuskin

À 36 ans et mère de trois enfants, Anne-Catherine Heuskin, autre brillante physicienne de l'UNamur, dit se sentir parfois « un peu à la traîne » par rapport à ses collègues masculins. « Je me souviens d'un lundi de Pentecôte où un collègue a envoyé un mail mentionnant la publication

d'une étude importante alors que moi, j'étais devant ma machine à laver ! » Autre tambour, même combat. « Agir tôt pour que les filles puissent se lancer dans des études scientifiques, c'est bien, mais le problème se pose aussi après, quand on avance dans la carrière », raconte celle qui s'estime heureusement bien accompagnée. À ce propos, Muriel Lepère se souvient d'une conversation informelle avec d'autres femmes scientifiques : « Nous nous sommes rendu compte que nous avons en commun d'avoir des conjoints qui partageaient les tâches ménagères et qui étaient aussi capables de mettre leur propre carrière entre parenthèses à certains moments. Mais si par malheur vous êtes avec un conformiste, les choses risquent d'être plus compliquées ! »

Imaginaire de la machine

« Je crois que ce sont moins les femmes physiciennes qui font peur que la physique elle-même », relève Anne-Catherine Heuskin. Quoique la réputation de haute voltige de la physique ne soit pas sans lien avec le faible taux d'étudiantes qu'attire la discipline, la socialisation genrée amenant les femmes à faire des choix plus prudents. Depuis le bac à sable, elles sont aussi encouragées à développer davantage leurs compétences pour le lien, le soin, le relationnel. « Au début du 20e siècle, il faut se souvenir qu'on ne voulait pas de femmes dans les filières de médecine et de droit, parce qu'elles étaient jugées trop sensibles », rappelle Nathalie Grandjean, philosophe longtemps rattachée à la Faculté d'informatique de l'UNamur et aujourd'hui chargée de recherche FNRS à l'Université Saint-Louis. « Quand elles se sont mises à investir massivement ces filières au départ très masculines, elles l'ont fait pour soigner l'autre, pour défendre. »

Ainsi continuent-elles d'être très peu présentes dans les filières qui échappent à la notion de « care » comme la physique, les mathématiques ou l'ingénierie. « Il y a eu une amélioration dans les rapports genre 2019 et

2020 », constate Stéphanie Wattier, professeure de droit constitutionnel et personne de contact Genre à l'UNamur. « Mais aujourd'hui, la courbe est à nouveau plate. Cela montre que le progrès est toujours fragile. » En Faculté d'informatique, le taux d'étudiantes ne dépasse même pas les 10 %. Et parmi les 14 enseignants, on ne compte que deux femmes. « Cela me semble lié à un imaginaire de la machine et à une masculinisation très forte des cohortes », commente Nathalie Grandjean. « Dans les années 80 et 90, avant que l'informatique ne devienne une faculté à part entière, les cohortes étaient quasi paritaires. Puis, à partir des années 2000, au moment où c'est devenu quelque chose de prestigieux, les garçons s'y sont intéressés de plus en plus avec tout un imaginaire de la machine lié à l'auto-engendrement, à cette idée que, quelque part, l'informatique permettait d'être les maîtres du monde... Alors qu'au départ, l'informatique était davantage considérée comme une sous-classe des mathématiques où il fallait être consciencieux, précis : un travail de dentellière qui était donc davantage assimilé à un travail de fille. »

Neutralisation

Au-delà du cadre universitaire, comment ne pas voir que les femmes nourrissent vis-à-vis des ordinateurs et des machines un sentiment largement répandu d'incompétence et même d'insécurité ? « La fracture numérique qui touche certaines couches de la population est nettement plus marquée chez les femmes », confirme à ce propos Stéphanie Wattier. « L'anthropologie montre que dans l'ensemble des sociétés humaines, le patriarcat a toujours tenu les femmes à l'écart des outils techniques », rappelle Nathalie Grandjean. À l'heure où le télétravail se généralise, où de nombreuses démarches administratives sont désormais informatisées et où les GAFAs semblent régir nos existences, ce phénomène est d'autant plus interpellant : en se tenant à l'écart de l'informatique, les femmes perdent en autonomie d'un point de vue individuel, mais aussi collectif. « C'est très



problématique », estime Julie Henry, assistante-doctorante à la Faculté d'informatique de l'UNamur. « La plupart des programmes sont aujourd'hui développés par des hommes blancs pour des hommes blancs. On sait par exemple que le système vocal de Google est 70% plus apte à reconnaître une voix masculine. »

La masculinisation des cohortes en informatique peut par ailleurs engendrer de nombreuses contraintes implicites pour les 10 % de filles qui les intègrent. « Dans un auditoire, quand une étudiante ne vient pas, cela se voit tout de suite », observe Julie Henry. « Il y a un problème d'anonymisation ». Pour ne pas se faire remarquer davantage encore, les étudiantes semblent aussi avoir tendance à se « neutraliser ». « Des filles très féminines en première bac ont tendance à laisser tomber progressivement la robe, le maquillage... », poursuit l'informaticienne. Muriel Lepère se souvient être passée elle-même par une phase « grège-beige-pantalon » lors de ses débuts de physicienne, loin des ongles vernis et

des talons aiguilles qu'elle affectionne désormais. « Être très féminine n'empêche pas de réparer de grosses machines de physique expérimentale », s'amuse-t-elle. « Même s'il arrive encore qu'un visiteur arrive dans mon labo et me demande où est le patron... »

Si la faible présence de femmes dans les sciences et techniques est problématique d'un point de vue social et économique – ces domaines marqués au sceau de l'innovation sont en général plus lucratifs que les métiers de lien dans lesquels les femmes sont surreprésentées –, on peut aussi le regretter à l'aune de l'épanouissement, du bien-être, de la santé psychique. Combien de femmes, se demande-t-on, à s'être détournées de ce qui les attirait vraiment par manque de confiance en elles ou sous le coup d'injonctions sociales répétées ? « Je pense que nous avons tous besoin de trois piliers essentiels », commente Muriel Lepère. « La santé, le relationnel et la réalisation personnelle. Et je pense que les femmes ont tendance à

trop investir le relationnel au détriment des deux autres piliers. Or, quand un pilier s'écroule, si les deux autres ne sont pas forts, il est beaucoup plus difficile de faire face. » Une loi physique élémentaire, sans distinction de genre.

Julie Luong

Petra Rudolf : « Même si nous sommes rationnellement en faveur de la diversité, notre processus décisionnel inconscient fait toujours obstacle »

Petra Rudolf est une ancienne doctorante de l'UNamur. Physicienne allemande et italienne, elle a été présidente de la Société européenne de physique et de la Société belge de physique. Elle connaît donc bien la place des femmes dans les sciences. Elle sera à l'UNamur les 27 et 28 avril dans le cadre de l'événement Women in Science (lire ci-dessous). Quel regard porte-t-elle sur la diversité de genre dans les sciences ? Interview.

Omalius : Comment faire face au biais de genre ?

Petra Rudolf : Les préjugés sont le lot de tous, nous ne pouvons pas nous empêcher d'en avoir. Notre degré de partialité dépend de notre culture, de notre éducation, etc. Faites le test sur le site de l'Université de Harvard (<https://implicit.harvard.edu/implicit/>). Vous serez probablement surpris par votre résultat ! Pour contrecarrer cette nature, la première étape est de réaliser que nous sommes partiaux. Toute personne amenée



©Sylvia Germes

à prendre des décisions concernant des personnes et des financements devrait suivre une formation. Même si nous sommes rationnellement en faveur de la diversité, notre processus décisionnel inconscient fait toujours obstacle. Ensuite, mettre en pratique des procédures qui nous empêchent de tomber dans les pièges. Chaque fois qu'un comité doit prendre des décisions, la dynamique de groupe entre en jeu. Même si nous avons

personnellement une opinion, après avoir écouté les autres, nous sommes inévitablement influencés, surtout lorsque les opinions proviennent de fortes personnalités. Définir des critères objectifs est donc essentiel. Ensuite, il est bénéfique pour les candidats d'avoir un entretien professionnel et de grande qualité. Cela transforme une

expérience stressante en apprentissage positif.

O. : Être femme dans un milieu académique, est-ce un problème ?

P.R. : La situation s'améliore, mais quand j'ai commencé à Groningen (Pays-Bas) il y a des années, j'étais la première femme professeure en physique et la troisième du pays. Aujourd'hui, le milieu académique à Groningen est très diversifié et international. Nous essayons de dispenser une formation interculturelle au personnel. Une fois que vous en savez plus sur les différences ou les habitudes, tout devient beaucoup plus facile. Le fait d'être simple, clair et explicite dans votre communication aide à briser toutes les barrières des différences culturelles.

O. : Comment êtes-vous considérée dans ce monde d'hommes ?

P.R. : Nous sommes au moins 35% du corps académique dans cette situation. Les choses changent, mais pas assez vite (rires). Je suis totalement enthousiasmée par le système belge, où la population estudiantine est très diversifiée socialement. Au fait, la crèche pour les enfants du personnel et des étudiants de l'UNamur est-elle toujours ouverte ? Oui ? Fantastique ! Je conseillerais à chaque institution d'offrir une garde d'enfants du matin au soir.

Karin Derochette

Découvrez l'interview intégrale de Petra Rudolf ainsi que le lien pour les inscriptions à l'événement Women in science du 28 avril 2022 en scannant ce QR Code



Journée internationale des femmes et des filles de sciences

Afin d'assurer aux femmes et aux filles un accès et une participation pleins et égaux à la science, et de parvenir à l'égalité des sexes et à leur autonomisation, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 11 février 2015 « Journée internationale des femmes et des filles dans la science ».

À l'UNamur, un groupe de jeunes chercheurs a pris l'initiative de célébrer cette journée en organisant un événement annuel dédié, qui en est à sa deuxième édition.

Les conditions sanitaires de février n'étaient pas propices au déroulement d'un événement

en présentiel, celui-ci a donc été reporté et se déroulera le 28 avril 2022. Au programme, une journée de conférence au cours de laquelle des chercheuses de différents domaines scientifiques présenteront leurs travaux dans un format à la portée d'un public interdisciplinaire. Et une invitée prestigieuse en la personne du Professeur Petra Rudolf. Les étudiant-e-s de l'UNamur pourront bénéficier de son expérience et de sa présence la veille de l'événement pour une leçon intitulée « Un doctorat ne

suffit pas... Comment se préparer à une carrière universitaire ».



Jean-Noël Colin

Cybersécurité : pourquoi nous sommes tous concernés

Au cours de l'année écoulée, 42% des entreprises belges ont subi une cyberattaque (1). Celles visant les citoyens ne sont pas moins nombreuses : en 2021, plus de 4,5 millions de messages suspects sont ainsi parvenus à Safeonweb, l'organisme gouvernemental chargé d'informer les citoyens belges en matière de sécurité informatique. Plus que jamais, à l'heure où le contexte géopolitique renforce la menace d'une cyberguerre, comment faire face ? Décryptage avec Jean-Noël Colin, expert en cybersécurité, professeur à la Faculté d'informatique de l'UNamur et membre de l'institut NaDI.



©UNamur - L.Chabotier

Omalius : Avec la crise sanitaire qui a renforcé notre recours au numérique et avec le contexte géopolitique que nous connaissons actuellement, sommes-nous plus exposés aux cyberattaques ?

Jean-Noël Colin : La question n'est en effet pas de savoir si on va être attaqué, mais quand ? Nos modes de vie et notre société globalement, font que nous développons de plus en plus d'outils, de services, d'actions en ligne envers lesquels nous sommes de plus en plus dépendants, pour des aspects parfois très intimes de nos vies. Désormais, chacun a recours à l'e-santé, à l'e-commerce, à l'e-économie, à l'e-travail, etc. Par ces différentes portes, notre exposition aux attaques informatiques est plus forte. Mais, nous pouvons tous agir. La cybersécurité n'est pas de l'unique responsabilité de l'informaticien, du technicien. Ces derniers vont principalement devoir veiller à ne pas laisser de vulnérabilités dans le dispositif informatique. C'est avant tout l'affaire de chaque personne à qui appartient une donnée à protéger. Que l'on soit une organisation, ou que l'on soit un citoyen. Aujourd'hui, plus personne ne peut dire qu'il n'a rien à protéger dans le cyberspace ; à défaut d'être la cible de l'attaque, on peut au moins être le vecteur.

O. : Quels sont donc nos moyens d'action pour réduire ce risque ?

J.-N. C. : Ils sont multiples et dépendent de différents métiers, du technicien à l'utilisateur en passant par le manager. Mais globalement, pour sécuriser une information, il faut travailler sur trois lignes d'action. Tout d'abord, il y a la prévention, c'est-à-dire qu'il faut mettre en place des mesures pour éviter qu'un problème ne surgisse. C'est par exemple l'installation d'un anti-virus ou la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation à la cybersécurité. Ensuite, il y a la détection : si une attaque survient, il faut avoir des moyens capables de la repérer très rapidement. Le troisième volet est celui de la récupération : après l'incident, il faut disposer d'un système capable de retrouver les données perdues ou de rendre un service à nouveau opérationnel. Individuellement, on peut déjà agir sur ces 3 volets. Par exemple, mettre un mot de passe pour accéder à mon ordinateur, c'est de la prévention. Signaler un mail qui semble frauduleux, c'est aussi de la détection et de la prévention. Dans la gestion de la sécurité, la notion de risque est centrale. Chacun doit identifier le risque en termes de confidentialité, d'intégrité, de disponibilité ou d'authenticité de ses données. Et en fonction de ce risque, des moyens tels qu'évoqués précédemment doivent être mis en œuvre pour le réduire au maximum.

O. : Comment l'expert en cybersécurité intervient dans ces trois lignes d'action ?

J.-N. C. : Dans notre équipe à l'UNamur, nous travaillons entre autres sur la sécurité des réseaux et le développement de leurres. L'idée est d'avoir un leurre qui attire l'attention

de l'attaquant. Celui-ci en scannant le réseau va identifier une machine vulnérable et va tenter d'entrer dessus. Cette machine, c'est la nôtre. Et nous essayons de capturer des informations sur la manière dont l'attaquant procède. On travaille aussi sur la sécurité des objets connectés ou sur l'évaluation de la sécurité de dispositif existant. Par exemple pour le moment, on travaille avec des collègues canadiens sur une machine agricole autonome, capable de détecter les brocolis murs, et de les récolter. C'est efficace, mais cela pose aussi des questions de sécurité informatique que nous analysons.

O. : Une des forces de vos recherches, c'est qu'au sein de l'institut NaDI, vous travaillez en étroite collaboration avec des juristes spécialisés en cybersécurité.

J.-N. C. : Oui en effet, cette complémentarité entre juristes et informaticiens est indispensable pour mener nos recherches avec pertinence. Le cadre légal et réglementaire a de plus en plus d'impact sur la conception et l'exploitation des systèmes d'information. Prenons par exemple le RGPD qui nous impose la protection de nos données dans une série de dispositifs informatiques.

O. : Lutter contre les cyberattaques est un défi intense. Quel est donc, selon vous, l'enjeu central pour protéger au mieux nos dispositifs informatiques dans les années à venir ?

J.-N. C. : Les cyberattaquants sont de plus en plus organisés, structurés et sont de mieux en mieux outillés. Les attaques sont donc de plus en plus complexes. Et parallèlement à cela, les systèmes informatiques sont de plus en plus présents dans nos vies. Donc oui, le défi est de taille, avec des enjeux politiques, stratégiques et économiques qui vont bien au-delà de la seule sécurité des systèmes d'information. Là où nous pouvons agir, c'est en développant une véritable culture de la sécurité chez chacun : de l'utilisateur, au concepteur d'application, en passant par les opérateurs. C'est une des clés dans cette lutte : que chacun se sente concerné par la cybersécurité et agisse à son niveau, en connaissant de cause.

Noëlle Joris

La cybersécurité à l'UNamur

Au sein de l'Institut NaDI, les chercheurs de l'UNamur issus de différentes disciplines (informatique, droit, sciences économiques, sociales et de gestion) mènent des recherches de pointe sur la thématique de la cybersécurité. Deux exemples :

- **Le projet SPARTA** (Special Projects for Advanced Research and Technology in Europe), financé par le programme H2020 de l'UE. L'objectif est de développer et implémenter des actions de recherche et d'innovation de haut niveau en matière de cybersécurité. Le professeur Jean-Marc Van Gyseghem et la chercheuse Manon Knockaert, tous deux faisant partie de l'UNamur (NaDI-CRIDS), y apportent leur expertise dans les aspects légaux de la protection des données.

- **Le projet CyberExcellence**, financé par la Région wallonne, qui a pour objectif de

positionner la Wallonie comme acteur majeur de la cybersécurité sur le territoire national et international. Plusieurs professeurs de la Faculté d'informatique y sont impliqués et de nouveaux chercheurs seront engagés à l'UNamur pour travailler sur ce projet.

La cybersécurité est aussi au cœur de plusieurs programmes d'enseignement à l'UNamur :

- **Le Master 120 à finalité spécialisée** (Co-diplomation avec l'Université catholique de Louvain, l'Université libre de Bruxelles, la Haute École de Bruxelles, la Haute École libre de Bruxelles - Ilya Prigogine et l'École Royale Militaire).

- **Une option spécifique en cybersécurité au sein du master en Informatique.**

- **Le Master en Architecture des Systèmes Informatiques** de l'Hénallux dans lequel la Faculté d'informatique est fortement impliquée.

¹ Cyber Readiness Report 2021, publié par Hiscox Compagny



©U Hasselt

Un nouveau programme d'immersion trilingue en Faculté de droit

Les Facultés de droit des universités de Namur et d'Hasselt proposent un programme unique d'immersion trilingue. Présenté sous le nom « 2+2+1 », celui-ci invite les étudiants wallons, bruxellois et flamands à suivre leurs deux premières années d'études à Namur, les deux suivantes à Hasselt et une année à l'étranger. Une réelle plus-value pour les futurs juristes belges.

« Les étudiants en droit auront de plus en plus besoin des langues, et principalement du néerlandais, dans leur parcours professionnel. Plus de 50 % des décisions de justice et leurs commentaires par des spécialistes du droit sont en effet publiés en néerlandais. Or en tant qu'avocat, notaire, magistrat, politique, il faut pouvoir se fonder sur ces textes. L'anglais est également indispensable pour les étudiants qui souhaitent pratiquer le droit international ou européen. Aujourd'hui, un juriste qui postule à Bruxelles, mais aussi en Wallonie ou en Flandre, a besoin au minimum de connaître le français, le néerlandais et l'anglais, à tout le moins de manière passive », explique Florence George, professeure et coordinatrice namuroise de ce nouveau programme d'immersion.



©UNamur - L. Chabotier

Avec le programme 2+2+1, elle franchit une étape supplémentaire en faveur du trilinguisme. « Nous souhaitons aller beaucoup plus loin. Avec cette nouvelle offre, les étudiants ne se contentent pas de suivre quelques cours en français, en néerlandais, en anglais ou en espagnol. Ils vivent une expérience linguistique, culturelle et étudiante unique sur chaque campus », insiste Florence George.

Des cours de langue aux immersions
Face à ce constat, la Faculté namuroise a mis en place, il y a quelques années déjà, une stratégie pour renforcer l'apprentissage des langues avec une offre de cours élargie. Grâce au programme Erasmus Belgica, elle propose aussi aux étudiants de partir un quadrimestre dans une université flamande.

Une plus-value sur le marché de l'emploi
Concrètement, les étudiants seront inscrits en bachelier à Namur et suivront les cours de 3^e année à Hasselt grâce au programme Erasmus Belgica. Leur diplôme de 1^{er} cycle en poche, ils poursuivront leur cursus à l'Université d'Hasselt. Au cours de ces deux années de master, ils pourront partir six mois ou un an au Royaume-Uni, en Espagne, ou ailleurs dans le cadre d'un échange Erasmus. Ces trois expériences représentent un réel atout sur le marché du travail.

Antoinette Minet



Hasselt, un partenaire privilégié

Depuis plusieurs années, l'Université d'Hasselt est le partenaire privilégié de la Faculté de droit namuroise dans le cadre d'Erasmus Belgica. « Nos programmes de cours sont harmonisés. Seuls quelques aménagements sont nécessaires pour passer d'une université à l'autre », explique Florence George.

Un campus, un accueil et un encadrement à taille humaine

Mais ce n'est pas le seul avantage! « Comme à l'Université de Namur, le campus d'Hasselt, à taille humaine, est ancré au cœur d'une ville agréable. Les étudiants y bénéficient d'un encadrement semblable », ajoute Élise Defreyne, coordinatrice pédagogique. Les deux Facultés ont par ailleurs renforcé l'accueil des Erasmus en proposant des rencontres spécifiques, un programme de parrainage, et un suivi personnalisé assuré par les coordinateurs tout au long du séjour.

Des approches pédagogiques riches et variées

« Les étudiants qui ont déjà participé au programme Erasmus Belgica apprécient la diversité des approches pédagogiques », constate Florence George. À Hasselt, les méthodes d'enseignement sont fondées sur l'autoapprentissage et la résolution de problèmes. L'année est par ailleurs découpée en quatre périodes ce qui permet de se concentrer sur un nombre limité de matières pendant quelques semaines. « Les étudiants francophones nous disent que l'obstacle de la langue est très vite levé. Après un mois en immersion, ils comprennent parfaitement les cours. Ils reviennent d'ailleurs avec de très bons résultats », précise la professeure. Les étudiants flamands apprécient eux aussi leur expérience à Namur. Ils soulignent notamment l'approche pédagogique différente, l'accessibilité des professeurs, l'ambiance du campus, les kots à projets ou encore l'accueil wallon.

À terme, les deux Facultés souhaiteraient également développer leurs collaborations en matière de recherche. Elles pourraient proposer, dans un premier temps, des séminaires d'échange sur des thématiques communes.

Plus d'infos : <https://www.unamur.be/droit/etudes-droit/trilingue-erasmus-belgica>



©U Hasselt

Le podcast au service de la recherche

Depuis quelques années, le podcast rencontre un véritable engouement. Relativement simple à réaliser, requérant peu de moyens, qu'ils soient financiers, humains ou matériels, accessible en tout temps, le podcast a réussi à se tailler une place de choix auprès d'un grand public avide de consommer des contenus sous une forme différente. Comme bien d'autres secteurs, celui de la recherche scientifique s'en est emparé. Qu'en est-il à l'UNamur ? Découverte.

On entend par podcast, un contenu audio numérique diffusé sur le web qui peut être téléchargé pour être ensuite écouté quand et où on le désire. Le terme est né en 2004 sous la plume du journaliste britannique Ben Hammersley qui s'interrogeait alors sur cette forme de communication émergente dans un article pour The Guardian, intitulé « Audible revolution ». Podcast étant la contraction d'iPod (lecteur audio d'Apple qui rencontrait un franc succès à l'époque) et de broadcast (diffusion). Encore marginal dans les années 2000, le podcast a depuis littéralement explosé. On le retrouve sous différentes formes et formats avec des contenus extrêmement variés, à l'image de ses consommateurs.

Hector, le petit nouveau

En février, à l'initiative de Céline Rase, chercheuse postdoctorale en histoire à l'UNamur, naissait « Hector ». Un podcast décliné en quatre épisodes « qui questionne la science, les pratiques et les positionnements scientifiques ». Il tire son nom du savant Hector Lebrun, biologiste de la fin du XIX^e siècle passé par le collège Notre-Dame-de-la-Paix et dont un fonds d'archives légué à la BUMP à la fin des années 90 faisait l'objet de recherches par l'historienne.

« À la base, l'idée était de valoriser les archives de ce biologiste méconnu en les faisant commenter par des scientifiques de l'UNamur. » Comme souvent dans un projet de recherche cependant, les découvertes amènent toujours plus de pistes de réflexion. « On s'est rendu compte qu'il y

avait de nombreuses connexions à faire avec le présent. Si, bien sûr, les connaissances scientifiques sont aujourd'hui dépassées, c'était intéressant de voir la progression des méthodes scientifiques. Je me suis dit qu'il fallait exploiter toutes ces discussions même si ça ne rentrait pas directement dans le projet initial. »



Ouvrir les horizons

L'idée d'un podcast fait son chemin dans la tête de Céline Rase qui décide de la soumettre à l'UNamur. Il n'en fallait pas plus pour que démarre l'aventure, épaulée par le Service audiovisuel de l'université. Finalement, quatre thématiques émergent : la place des femmes en sciences, l'expérimentation animale, les liens entre la science et la foi et enfin, la parole de l'expert et sa valeur. Chaque épisode, d'une durée de 40 minutes environ, réunit divers interlocuteurs, chercheurs et universitaires de différentes Facultés, ainsi que des intervenants hors université, et est prolongé par une table ronde pour étendre la discussion.

Au sortir de l'expérience, Céline Rase se réjouit et pense déjà à de nouveaux potentiels projets qui pourraient voir le jour grâce au podcast tant Hector s'est révélé positif. « Moi, je suis historienne et je suis lue par des historiens. Hector est devenu un vrai lieu de rencontre, il a permis de réunir d'autres disciplines, d'aller chercher un autre public. On découvre ce qui se fait dans différentes Facultés, il y a un aspect collaboratif et c'est un grand enrichissement. Il y a des gens que je ne connais pas qui me contactent. Il y a un impact sur la société civile aussi. Je suis convaincue qu'il faut se saisir de cette nouvelle manière de communiquer. Le podcast est un outil qui permet de mettre en valeur les chercheurs. C'est une belle vitrine. »

4 épisodes, 4 tables-rondes

Chaque épisode s'accompagne d'une conférence organisée sous la forme d'une table-ronde. Le 6 mai prochain, ne manquez pas la table ronde de l'épisode 4 du podcast Hector : « Parole d'experts ». Celle-ci se tiendra au Quai 22, de 12h45 à 14h et aura pour thématique « Sciences, médias et société ». Vous y retrouverez deux intervenants

du podcast, Anne Roekens, historienne, et Frédéric Silvestre, biologiste. Élise Degrave, professeure de droit, et le journaliste, Arnaud Ruysen (Déclic/La Première) viendront enrichir la discussion. « Ensemble, et avec le public, ils réfléchiront au rôle des universitaires dans le domaine de la transmission. Ils partageront leur point de vue sur l'injonction à la visibilité, le risque de l'ultracréditarisme, la difficulté de faire passer un message juste et précis, la position de surplomb (irritante ?) des intellectuels, etc. » explique Céline Rase.



Un futur projet ?

Claire-Anaïs Boulanger est chercheuse doctorante en sciences de gestion à l'UNamur. Dans le cadre de son projet de recherche sur les tiers-lieux et lieux alternatifs, elle s'est intéressée aux podcasts pour ce qu'ils pourraient permettre de rendre compte de ses avancées en temps réel (ou presque) et de raconter le processus de la recherche. Un projet qui est actuellement en réflexion.

« La temporalité de la recherche est vraiment très longue. Entre le moment où l'on est sur le terrain et la restitution, il y a beaucoup de temps qui passe. Le podcast permettrait un retour plus rapide : c'est un support qui offre la possibilité de partager ses recherches au fur et à mesure, comme un carnet de bord. » Avec l'avantage indéniable que le podcast est accessible à tous, créateur comme consommateur. « C'est important que la recherche sorte du monde universitaire, le service à la société est l'un de ses piliers. Le podcast est une façon de se mettre en réseau avec des gens qui peuvent nourrir la recherche et/ou qui se posent des questions sur le sujet des tiers-lieux. »

Maude Destray



Au quotidien, des dizaines de chercheurs, professeurs, doctorants et étudiants de l'UNamur font parler de leur travail dans les médias. À travers ces interventions, leur but est de mettre en avant une découverte, vulgariser un sujet de recherche ou encore de réagir à une actualité brûlante. Focus sur l'actualité des dernières semaines.

UNamur

Namurois de l'année : plusieurs membres de l'UNamur parmi les lauréats



Depuis 33 ans, la cérémonie des «Namurois de l'année» met chaque année à l'honneur douze personnalités namuroises, sélectionnées par un jury indépendant, qui se sont distinguées dans leurs branches. Les lauréats pour 2021 ont été dévoilés début mars, lors d'une soirée au Delta. Parmi eux, on retrouve plusieurs membres de l'UNamur : le professeur Charles Jaumotte décédé le 10 août dernier, le professeur Jean-Michel Dogné, Amaël Poulain créateur de la spin-off TRAQUA et Pierre Dulieu, fondateur de la revue Confluent et ancien professeur au sein de la Faculté des sciences économiques sociales et de gestion.

Ma thèse en 180 secondes : 3 candidates sélectionnées pour la finale nationale

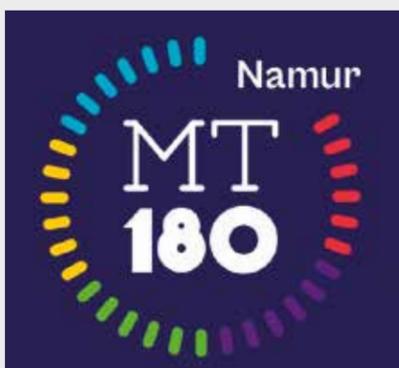
Ma thèse en 180 secondes : 3 candidates sélectionnées pour la finale nationale. Chaque année, MT180 permet à des doctorant-e-s de présenter leur sujet de thèse de manière originale et vulgarisée tout en étant accompagné-e-s par des experts en communication. Les lauréates UNamur sont Jia-Wei Chen, Joëlle Giroud et Louise Gérard. Les objectifs de ce concours sont, entre autres, la valorisation et la diffusion de la recherche auprès du grand public, mais aussi la préparation à la soutenance de thèse ou encore à la prise de parole en public. Prochaine étape : le concours national qui aura lieu à Namur le 10 juin 2022.

Plus d'infos : <https://mt180.be/>

Les chercheurs de l'UNamur dans le FNRS news de février 2022



Coup de projecteur sur l'activité de quinze de nos chercheurs dans le dernier FNRS news ! Dans ce numéro, un article était consacré aux recherches de Denis Saint-Amand et Léa Tilkens dans le cadre du projet « Observatoire des Littératures Sauvages – Olsa ». Un autre article relatait la publication de Damien Hermand, Olivier Finet et Carlo Yague-Sanz dans la revue Molecular Cell de janvier 2022. Ces chercheurs aux côtés d'une équipe internationale sont parvenus à mettre en lumière un mécanisme qui réduit la vitesse de traduction de certains ARN messagers. Le FNRS news a par ailleurs fait écho des recherches de Catherine Michaux et Eric Perpète publiées dans Nature Communications à propos d'une étude sur des mécanismes cellulaires impliqués dans l'expression des gènes, en collaboration avec le Laboratory of Gene Expression and Cancer du GIGA Research Institute de l'ULiège. Les travaux de Manon Mirgoux, Luc Henrard, Louis Carré, Francesca Cecchet, Olivier Deparis et Sébastien Mouchet, mais aussi Yvette Vanden Bemden, et Marie d'Udekem-Gevers étaient également repris dans le FNRS News de février 2022.



Ensemble, soutenons le Télévie et la recherche contre le cancer



Chaque année en Belgique, plus de 70.000 personnes sont diagnostiquées d'un cancer. Derrière ce chiffre, ce sont des proches, des parents, des amis, des enfants. Si, en quelques décennies, les chances de survivre à certains cancers ont augmenté de manière significative, c'est grâce à la recherche scientifique. Certains types de cancers (poumon, colon, pancréas...), pourtant très fréquents, résistent cependant toujours aux traitements. Faire progresser la recherche reste donc un enjeu majeur. Depuis de nombreuses années, la communauté UNamur se mobilise au profit de l'opération Télévie, dont les bénéfices sont entièrement reversés au Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS) afin de soutenir la lutte contre le cancer. Anciennes, anciens, amies et amis de l'UNamur, mobilisez-vous à nos côtés : chaque geste compte pour faire gagner la vie !

Faire un don : BE92 3500 0000 0123 avec, en communication : DON + 5847850 + Télévie Scannez le QR code pour faire un don en ligne en quelques clics

Merci de votre soutien – Les dons à partir de 40 euros sont déductibles fiscalement à 45 %.



On a lu pour vous...

Quand le transhumanisme interroge

Courant de pensée fréquemment assimilé à l'idéologie ultralibérale des startupper et des magnats de la Silicon Valley, le transhumanisme fait depuis quelques années l'objet d'une franche controverse des deux côtés de l'Atlantique. Comme souvent, au détriment du souci de la nuance et de la diversité de lectures nécessaires pour aborder un phénomène complexe. Qu'il s'agisse – ou pas –



de " l'idée la plus dangereuse du monde " (Francis Fukuyama), le présent ouvrage introduit de façon critique, pluridisciplinaire et multi-perspectives à la pluralité des voix, des acteurs, des questions, des idées et des visions qui font aujourd'hui scintiller ce courant de pensée. À n'en pas douter, le plus grand mérite du transhumanisme est de mettre ses critiques au défi de lui trouver des alternatives et de reprendre à nouveaux frais les questions les plus fondamentales qui nous hantent depuis l'aube de l'humanité : la vie, l'amour, la mort, la destinée humaine.

De portée philosophique, cet ouvrage permettra à un public cultivé et lecteur de se faire une idée précise de ce qui est en jeu. Il constituera, notamment, une ressource incontournable et rigoureuse pour tout enseignement sur la thématique abordée.

Une collaboration UNamur -
Chaire Éthique, technologie et
transhumanismes de l'Université
catholique de Lille

Sous la direction de Franck Damour et
David Doat

Philosophies, religions et sociétés, 3,
Presses universitaires de Namur, 2021

www.pun.be

VISEZ LA RÉUSSITE DEVENEZ UN SUPER ÉTUDIANT

UN COURS EN LIGNE
(MOOC) GRATUIT DE
L'UNAMUR POUR
VOUS PRÉPARER AUX
ÉTUDES SUPÉRIEURES

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 29 AVRIL

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux



